

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 21 (2005)

Rubrik: Chroniques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUES

« ZUNDEROSI » – RÉVOLUTIONNAIRES ZURICHOIS-ES

Tel est le titre – le terme suisse allemand pouvant se traduire par sens dessus dessous, la tête la première – de l'exposition que la présidence municipale a présentée, à l'hôtel de ville de Zurich, de la mi-avril à la mi-août 2005. On se frotte les yeux : les soixante-huitards seraient-ils donc parvenus, dans leur marche au travers des institutions, jusqu'au centre politique de Zurich ? Une visite relativise rapidement et complètement cette première impression. L'exposition consiste en une succession, assez sèchement agencée, de dix-sept brefs portraits de personnalités qui toutes, « à leur manière » ont aspiré à révolutionner », comme le dit l'introduction du livret d'accompagnement, sponsorisé par la banque Vontobel*. Le bal s'ouvre, chronologiquement, avec l'adepte des Lumières Johann Heinrich Waser (1742-1780), qui prouva, par des méthodes statistiques, diverses irrégularités dans l'administration des « bienveillants seigneurs », ce qui lui valut d'être exécuté ; il se ferme sur l'échec de Lilian Uchtenhagen, première candidate au Conseil fédéral, en 1983. Aucun fil conducteur : l'exposition présente des entrepreneurs, comme Emil Huber-Stockar (Maschinenfabrik Oerlikon, électrification des CFF), Jakob Ochsner (camions-bennes pour les poubelles) et Julius Maggi (soupes du même nom) ; des commerçants comme Johann Peter Jelmoli (vente par correspondance à prix fixe dès les années 1830) et Gottlieb Duttweiler (Migros) ; des artistes créateurs comme la dadaïste Emmy Hennings ou le peintre Friedrich Kuhn et son « école du petit monde fou de Zurich » (Paul Nizon) ; l'architecte Karl Moser qui voulait entre autres abattre le Niederdorf et l'assainir par une construction le recouvrant, ou l'architecte et inventeur Werner Müller qui proposait de combler l'extrémité du lac pour y édifier un parc public. On y trouve aussi des personnalités comme l'inventeur du Birchermüesli, Max Bircher-Benner, ou comme Else Züblin-Spiller, fondatrice des maisons du soldat en 1914 et, en 1920 de la Fédération suisse du service populaire (aujourd'hui SV-Service) ; ou encore Iris von Roten qui, lors de ses cheminements nocturnes et solitaires, fut soupçonnée de prostitution et arrêtée par la police et qui publia en 1958 son livre *Frauen im Laufgitter*. S'y ajoutent encore Karl Bürkli, fondateur de la Coopérative de consommation et doyen du mouvement ouvrier suisse ; Rosa Bloch-Bollag qui, en 1918, prit la tête de la manifestation contre la faim devant l'Hôtel de ville et fut membre du Comité d'Olten ; Paulette Brupbacher, qui s'impliqua fortement, avec son mari Fritz, dans la lutte pour le droit à l'avortement ; ou encore le combattant d'Espagne quelque peu controversé Otto Brunner.

Tous révolutionnaires ? Pour l'organisateur de l'exposition, Willi Wottreng, cela ne pose aucun problème et justifie plutôt son concept : « C'est d'une façon et d'une manière ironique que la notion de révolutionnaire y est elle-même mise en question et brisée par jeu. » C'est ainsi que se présentent, en un mélange multicolore : entrepreneurs innovateurs et à succès à côté de représentants du mouvement ouvrier qui combattaient justement les valeurs des premiers, aspiraient à une société plus juste et entendaient lutter pour elle ; des femmes au courage civique, payant personnellement leur engagement, aux côtés du Rocker Tino, qui, des beaux quartiers du Zurichberg se réfugia dans la scène Rock ; ou, en une formule quelque peu polémique, les artistes protestant contre la tuerie de la Première Guerre mondiale et l'inventeur du birchermüesli.

Certes toutes les personnalités et leur apport mériteraient d'être appréciées. Cependant le concept de l'exposition, avec sa notion postmoderne de révolution, ne contribue pas à une réflexion différenciée. En vidant une tradition révolutionnaire de son contenu par l'emploi de la sémantique et de l'iconographie, il en vient à gommer les différences des idées et des apports propres aux différentes personnalités. On en arrive ainsi au flou analytique : au lieu de la différenciation, à l'arbitraire. Conformément à ce concept, l'un des symboles du mouvement communiste, l'étoile rouge, se profile en bleu sur l'affiche de l'exposition. Jusqu'où conduisent ces jeux et cette bagatellisation, c'est ce que montre une interview de l'organisateur où, à propos de l'engagement d'Otto Brunner dans la guerre civile espagnole, il aboutit à cette réflexion : « Ce que je trouve intéressant dans ce qu'il a fait, c'est qu'il a défendu la démocratie contre le fascisme, c'est-à-dire ce qui existait contre le changement, ce qui, au sens du terme, est absolument conservateur. »

MARKUS BÜRGI, Zurich (traduit et adapté de l'allemand).

* Willi Wottreng, *Revolutionäre und Querköpfe. Zürcher Schicksale*, Hg von der Vontobel-Stiftung, Zürich 2005. Quelques personnalités exposées ne figurent pas dans la publication et vice versa.

LE GROUPE SOCIALISTE ROMAND DE BERNE S'EST DISSOUT

Dans notre Cahier n° 5, Les origines du socialisme en Suisse romande, CHARLES-F. POCHON avait rédigé une contribution consacrée au Groupement socialiste romand de Berne. Quinze ans plus tard il nous informe de sa dissolution par le message suivant :

Le 17 mai 2004, le Groupe socialiste romand de Berne a décidé de se dissoudre car le nombre de membres diminuait depuis quelques années en raison, entre autres, des modifications du mode de vie des francophones qui préfèrent faire la navette entre un domicile en Suisse romande et leur lieu de travail. Il en résulte une diminution constante et un vieillissement de la population de langue française dans la Ville fédérale. Au surplus, il y

a l'évolution générale des électeurs qui marquent toujours plus de réticence à adhérer et à militer dans un parti politique.

Un dernier numéro du *Bulletin socialiste*, organe du Groupe lancé en 1948, a été consacré au rappel d'une activité de 91 ans. Nous en extrayons trois faits significatifs sur le plan de la politique nationale :

- en 1918, cinq membres du Groupe faisaient partie du Comité d'Olten qui a proclamé la grève générale,
- de 1919 à 1936, c'est deux membres du Groupe qui représentaient la Suisse romande au Comité directeur du PSS constitué à Berne,
- en 1953, le Groupe a proposé au Congrès du PSS d'entamer la révision du programme de 1936; acceptée, cette proposition a abouti au programme de 1959.

Il serait aisé de citer de nombreux militants connus qui ont été membres du Groupe socialiste romand de Berne. Nous nous bornons à citer les frères Paul et Achille Graber, ainsi que Pierre, fils de Paul, premier Conseiller fédéral socialiste romand.

Une page se tourne. Elle signale peut-être qu'il conviendrait de repenser les structures d'un parti qui n'est plus celui du 19^{ème} et d'une partie du 20^{ème}.

Prolongeons ce propos en citant un passage du message que Charles-F. Pochon, en tant qu'ancien rédacteur, adresse à ses lecteurs, non sans nostalgie, dans le dernier Bulletin socialiste, paru en août 2004 :

Le caractère particulier du Groupe n'est pas uniquement dû au fait qu'il a été un îlot francophone en milieu alémanique, mais aussi de par sa composition et son activité.

Dans ses premières années, le Groupe avait un caractère très prolétarien. Dès les années 1960, on observe qu'il a été constitué, pour l'essentiel, de secrétaires syndicaux et de hauts fonctionnaires de la Confédération ou de régies fédérales. On relève notamment deux présidents du Syndicat du personnel des transports (SEV), quatre directeurs généraux des ex-PTT, un directeur des CFF et un directeur d'Office (encore en activité). Le groupe a aussi compté un juge au Tribunal fédéral des Assurances. De plus il faut relever que quelques membres du Groupe, à diverses époques, ont été élus au législatif du Canton et de la Ville de Berne. Une tradition voulait que tous les Conseillers fédéraux socialistes romands adhèrent également à notre Groupe. Il en est allé de même pour les Conseillers d'Etat jurassiens du canton de Berne, membres du parti. Pour la petite histoire on signalera qu'Yvette Jaggi est entrée au parti socialiste par notre Groupe, avant de faire une carrière politique à Lausanne, puis au Parlement fédéral. Malgré ce caractère quelque peu élitaire, le Groupe a toujours compté des ouvriers en son sein, ce qui lui a évité d'être coupé de la base.

Le Groupe a aussi invité régulièrement des camarades parlementaires pour la présentation de sujets d'actualité. En période de sessions, il était relativement facile de trouver des orateurs, cela d'autant plus que nos camarades romands dormaient en général à Berne pendant la semaine, ce qui est moins le cas aujourd'hui. Beaucoup d'orateurs furent surpris de se trouver face à un auditoire maîtrisant bien les dossiers abordés et posant des

questions parfois pointues, à la différence d'autres assemblées de parti. Les échanges de vues informels autour d'une table, qui suivaient régulièrement les assemblées, ont toujours été très enrichissants et permettaient de comprendre le dessous de certains problèmes. Il en allait de même des soupers accompagnant les assemblées générales: l'ambiance y était fort amicale et très chaleureuse. Nous avons l'impression de former une grande famille.

QUAND LE CINÉMA FAIT DE L'HISTOIRE : CLIMAGE

Qui peut encore prétendre aujourd'hui que le cinéma ne peut rien apporter à l'histoire ? Non seulement, il est pourvoyeur de documents irremplaçables sur des événements ou des faits, mais il est à même de traiter la matière historique avec une sensibilité qui peut renouveler les approches classiques de l'histoire, traitée sur la base des documents écrits. En ce qui concerne l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire du travail ou, plus généralement, l'histoire sociale, un groupe de réalisateurs lausannois regroupés au sein de CLIMAGE poursuivent depuis 20 ans un travail qui met à l'honneur ces domaines. Signalons en 1992, *La conquête du temps libre*, d'Alex Mayenfisch et Madeleine Denisart qui traite de la question centrale du temps de travail et la naissance des congés payés en Suisse romande. Le film mêle témoignages d'acteurs de cette conquête sociale et images d'archives (dont beaucoup de films amateurs) de la découverte d'une nouvelle forme de vie venue bousculer le travail au panthéon des valeurs.

Réalisé en 1993, *L'album de famille* de Fernand Melgar parle de l'émigration d'une famille, la sienne, dont la particularité est d'être semblable à des milliers d'autres familles espagnoles appelées pour faire face au besoin de main d'œuvre dans le boum économique des années soixante. Alex Mayenfisch a repris, en 2003, cette question avec *Statut : saisonnier*, film qui utilise les archives des reportages consacrés à ce grave sujet par la Télévision suisse romande du début des années soixante aux années nonante.

Nous aimerions nous étendre un peu plus longuement sur le dernier film d'Alex Mayenfisch qui a traité à l'histoire d'entreprise. *L'usine* (2005) retrace l'histoire de la mythique entreprise de textile Iril, située au plein centre de Renens. Née après la Seconde Guerre mondiale, Iril s'est spécialisée dans la fabrication de bas nylon pour devenir un des gros employeurs de la région. L'entreprise occupait 1600 personnes dans les années septante, à 85% des femmes immigrées. Entreprise familiale, Iril connaît cependant un lent déclin. Dans le grand Monopoly de l'économie globalisée, elle ferme finalement ses portes en 2002. Délocalisée en Pologne, la fabrication se poursuit actuellement sur une base identique à celle qui était en vigueur à Renens (emploi massif d'une main-d'œuvre féminine) dans l'attente peut-être d'une nouvelle délocalisation en Chine...

Le film d'Alex Mayenfisch est intéressant à plus d'un titre. Le recours à l'enquête orale rend possible, en premier lieu, la lecture d'une entreprise qui reste totalement réfractaire à tout regard extérieur. À la réponse commode du « nous n'avons pas d'archives »,

beaucoup d'historien(ne)s auraient baissé les bras, s'inclinant devant la règle d'or du « pas d'archives, pas d'histoire ». Mayenfisch relève ce défi en s'appuyant sur les témoignages directs d'ancien(ne)s employé(e)s – même si les réticences ont été nombreuses – et indirects d'observateurs amenés à fréquenter de près ou de loin l'entreprise : un ancien syndic, une institutrice. Ce recours aux témoignages, aussi précieux soient-ils, n'est certes pas envisageable sans une réflexion préalable sur leur choix et leur présence dans le film. C'est dire que la critique des sources n'est pas moins indispensable ici que pour d'autres documents.

Dans cette perspective, on peut voir ce film avec un certain soulagement. Non pas sur les conditions difficiles dans lesquelles la main-d'œuvre était occupée, mais bien sûr les multiples facettes qui permettent d'aborder une firme peu amène sur son propre passé. Il n'y a pas de sujets impossibles si l'on sait prendre les détours qui finissent par aboutir à des lieux entourés de tant de discrétion. Il va sans dire que le traitement d'Iril ne pourrait se concevoir sur la base d'une histoire économique ou technique où l'absence d'archives écrites ou patronales rend impossible la moindre analyse. Le cinéaste-historien est forcé de centrer son propos sur des thèmes abordables par ces biais, mais non pas moins inintéressants. Au contraire.

En l'occurrence, Mayenfisch est amené à aborder l'importante question des liens entre patronat et main-d'œuvre. Centrale dans l'histoire d'entreprise, cette thématique a souffert pendant longtemps d'un handicap : celui de ne la voir traiter que sur la base des archives de... l'entreprise, c'est-à-dire des archives des employeurs. Pour l'essentiel, la mémoire de l'entreprise est détenue par ceux qui en réglaient le fonctionnement : dirigeants, propriétaires ou responsables. À cet égard, si on la considère sous l'angle d'une mémoire du travail, elle n'est pas réductible aux listes nominales que l'on peut trouver dans les archives d'entreprises et qui nous renseignent sur le nombre d'employé(e)s, l'origine, l'âge, le sexe, les salaires, les métiers, etc. Informations essentielles de même que celles qui ont trait aux œuvres sociales (crèches, réfectoires, clubs d'entreprises, etc.) ou à l'apprentissage, mais informations qui restent, en l'état, très orientées si elles ne sont pas couplées avec d'autres sources.

C'est une des forces du film d'Alex Mayenfisch de nous introduire dans cet univers difficile du « vécu » des ateliers, soit les rapports entre une main-d'œuvre et un patron à la fois très lointain et très présent ainsi que les conditions de travail ressenties. Arpentant l'usine dans son impeccable complet veston, celui-là se donne à voir en même temps qu'il dirige par l'intermédiaire de son chef de production, véritable sergent-major doté de beaucoup de pouvoirs, mais aussi écran entre le sommet de l'édifice et la base. Le récit des ouvrières montre l'ambivalence de cette attitude : craint mais estimé, repoussé mais envié, inatteignable mais visible, le patron d'Iril reste une énigme pour beaucoup. Tout en hantant les imaginaires ouvrières, cette relation est source d'une véritable culture d'entreprise si nécessaire à son fonctionnement.

En filigrane, *L'usine* nous expose la complexité de la notion de paternalisme, si souvent utilisée mais souvent caricaturée, voire galvaudée. Cette notion doit impérativement se

conjuguer au pluriel. Des paternalismes se sont superposés au gré du renouvellement des structures productives et en fonction des secteurs d'activité dans lesquels ils s'inscrivaient. Leur caractère contemporain doit aussi être mis en évidence. Habituellement associées au renouveau des modèles japonais des années septante, les pratiques paternalistes se sont matérialisées sous nos latitudes avec une intensité et une force qui n'ont rien à envier à ses homologues asiatiques.

Il n'y a certes pas de manifestations bruyantes ou orchestrées vantant les mérites collectifs de l'entreprise, de banderoles affichant son aspect organique et prônant un « esprit de corps », le « tous pour un, un pour tous » répété à satiété dans certains cercles d'ateliers célébrant la communion des intérêts. S'il est plus diffus, plus traditionnel, moins démonstratif, le paternalisme d'Iril atteste de la vigueur de modèles qui ont pu trouver un essor et s'imposer dans la durée. L'identification à l'entreprise y a été tout autant solide, sincère même si le lieu a été ressenti comme une caserne ou un enfermement. Les stratégies paternalistes fonctionnent sur de multiples registres faisant appel à des instruments différents alliant la séduction, la menace, les réalisations, la crainte, les promesses, les exclusions. Leur efficacité a été tout aussi grande, réussissant notamment à briser pendant longtemps les velléités syndicales de se faire entendre.

Dans son quotidien, Iril reste un univers clos, reposant sur des règles et des codes pour beaucoup non écrits mais clairement assimilés. Le film d'Alex Mayenfisch aide à mieux le comprendre. Il est un premier pas tout à fait éclairant dans une direction qui mérite d'être prolongé.

Relevons encore que les films évoqués ici peuvent être commandés via le site internet de Climage : www.climage.ch (Frs.40.- le DVD).

LAURENT TISSOT